

# La Grande Guerre dans l'entre-deux-guerres. Réponses apportées par les catholiques à la « paix usée »

Claire Toupin-Guyot  
Institut d'études politiques de Rennes



Synergies Royaume-Uni et Irlande n° 4 - 2011  
pp. 51-61

**Résumé :** *Pendant l'Entre-deux-guerres, le traumatisme de la Grande Guerre n'a cessé d'alimenter la réflexion des élites. Si certaines nourrissent une volonté destructrice face à une civilisation mortifère, la majeure partie privilégie l'esprit de reconstruction à travers deux dynamiques principales : la défense du pacifisme et la recherche d'une identité européenne. Ce sont les intellectuels qui, les premiers, s'attachent à refouler l'ambiance de nationalisme par un processus de « démobilisation de l'intelligence ». Les catholiques prennent toute leur place dans cette nécessaire reconstruction et la hantise du bellicisme conduit à de nouvelles initiatives comme le dialogue franco-allemand ou la construction européenne. Largement convaincus que « la guerre d'usure a usé d'avance la paix », les catholiques interrogent la sublimation de l'Etat national, le concept de guerre juste et la spécificité de la civilisation européenne, partageant, avec d'autres, la nécessité de sortir « d'une paix usée ».*

**Mots-clés :** *Intellectuels catholiques, action française, Catholicisme social, Européisme, Nationalisme*

**Summary:** *The traumatic experience of the First World War did not cease to inform the thinking of the elite during the interwar years. If certain members of the elite harboured a destructive will in the face of a death-dealing civilisation, the majority favoured a spirit of reconstruction, through two principal dynamics: the defence of pacifism and the search for a European identity. It was the intellectual classes who first strove to repulse the atmosphere of nationalism by a process of "démobilisation de l'intelligence". Catholics played their own part in this necessary reconstruction and the fear of warmongering led to new initiatives such as Franco-German dialogue and European reconstruction. Widely convinced that "la guerre d'usure a usé d'avance la paix", the Catholics questioned the sublimation of the nation state, the notion of a just war and the characteristics of European civilisation, sharing, with others, the need to escape from "une paix usée".*

**Keywords:** *Catholic intellectuals, French action, social Catholicism, Europeanism, nationalism*

« La guerre d'usure a usé d'avance la paix,  
de la guerre d'usure est sortie une paix usée. »

(Bernanos, 1971 : 795)

« Le 3 septembre, à cinq heures du matin, nous avons trouvé la maison vide. [La victoire] était partie sans rien dire, en emportant les meubles ». Tel était le constat tragique que faisait l'écrivain catholique Georges Bernanos, dans son journal, alors que la France déclarait la guerre à l'Allemagne (Bernanos, 1971 : 795). Ce retour dans la guerre marquait l'échec de tous les projets élaborés depuis 1918 pour éviter la réactivation du conflit. Pourtant les actions collectives comme les initiatives individuelles pour faire advenir définitivement la paix avaient nourri tout l'entre-deux-guerres. Les catholiques, comme les autres Français, avaient partagé ces espoirs, puis les désillusions successives, dénonçant l'horreur des combats au cri du « plus jamais ça ». Le pays avait-il réellement quitté la guerre ? La victoire s'était révélée, en vérité, fort précaire et la paix n'avait cessé de « suer de peur » pendant plus de vingt ans<sup>1</sup>. Celui qui rédigeait avec *Les enfants humiliés* les plus belles pages de son œuvre<sup>2</sup>, n'avait pas de mots assez durs pour stigmatiser une paix usée qui avait été abusée par des élites molles et compromises. Georges Bernanos, alors exilé au Brésil, renvoyait dos à dos les fervents admirateurs d'une paix dure et les porte-parole de la politique de sécurité.

A ces deux politiques correspondaient deux espèces de peur, la première de passer de l'invective à l'acte, d'exiger trop, la seconde de manquer un bénéfice possible. Ils se demandaient chaque matin de laquelle des deux outres la guerre allait sortir. Quand elle est venue, ils étaient à bout de force. Ils n'ont pas ouvert la porte funèbre, mais ils s'y sont précipités, ils n'avaient plus d'autre issue. (Bernanos, 1971 : 798)

Propos radicaux et excessifs d'un monarchiste fervent qui s'en prenaient aux maurrassiens comme aux catholiques ralliés à la « Gueuse », mais qui pointaient toutes les ambiguïtés d'un pays sorti victorieux d'une guerre d'usure mais entré dans une paix usée<sup>3</sup>.

#### « Crise de l'Esprit »<sup>4</sup>

En 1916, le Père Vieillard-Lacharme, dans un sermon de Toussaint en l'église Saint-Vincent-de-Paul à Paris, avait déclaré : « Que cette guerre, à laquelle nulle autre ne peut être comparée depuis le commencement des temps, ait valu le ciel, sur le front ou en arrière des champs de bataille, à de nombreux martyrs de la foi religieuse et de la foi patriotique brûlant au même foyer, et aussi de l'amour de la patrie sanctifié par l'amour de Dieu, ce n'est pas seulement une thèse qu'il est permis de soutenir sans témérité, c'est une certitude » (cité par Guillaume Cuchet, 2002 : 123). Même si les théologiens rappelaient que la mort pour la patrie ne pouvait constituer en aucun cas un martyr, le propos soulignait l'union de plus en plus étroite du catholicisme au nationalisme. La guerre avait été un moment de grande ferveur religieuse et, si elle avait mis à l'épreuve certaines convictions et certaines habitudes religieuses par son gigantesque phénomène de brutalisation<sup>5</sup>, elle n'avait pourtant pas entamé le profond mouvement de réintégration des « exilés de l'intérieur » dans la République<sup>6</sup>. La guerre avait changé le monde catholique car elle avait fait de tous les Français des frères d'armes<sup>7</sup>.

La plupart des catholiques avaient d'ailleurs beaucoup espéré du conflit, voyant ce temps d'épreuves comme un moment possible de refondation. Un Paul Claudel espérait « un

profond travail sur soi » qui permît à la nation de retrouver son unité tandis qu'un Georges Goyau attendait « une épiphanie » de la France, dans une unité retrouvée (Grondeux, 2007 : 369). Quatre années de conflit avaient conduit à des considérations bien plus amères, écrivait Charles de Gaulle :

Est-ce que la France oubliera vite, si tant est qu'elle l'oublie jamais - 1 500 000 morts, son million de mutilés [...] Lille, Dunkerque, Cambrai, Douai, Arras, Saint-Quentin, Laon, Soissons, Reims, Verdun, détruits de fond en comble [...] Est-ce que les orphelins vont cesser d'être orphelins, les veuves d'être veuves ? Est-ce que des générations durant, dans toutes les familles de chez nous, on ne se léguera pas les souvenirs formidables de la plus grande des guerres, semant au cœur des enfants ces germes de haine de nations que rien n'éteint ? (cité dans Audoin-Rouzeau *et al.*, 2002 : 19)

Dans un pays meurtri où le culte des morts d'ailleurs ramenait à la religion, les catholiques entendaient faire connaître leurs voix. S'agissait-il d'affirmer une singularité ? Rien n'était moins sûr. Mais affectés par le gigantesque remords d'une guerre où la parole catholique avait été insuffisamment présente<sup>8</sup>, ils entendaient participer à la reconstruction de la paix. Après avoir espéré en une restauration morale et catholique par le conflit, ils s'efforçaient de refonder une intervention catholique dans la société française. Comme les autres, ils constataient que la nécessaire démobilisation des cœurs et des esprits se confrontait à la ferveur patriotique et à la détestation de l'ennemi (Cabanès, 2004), tout en découvrant que la signature des traités et le retour dans le cadre national étaient insuffisants pour préserver la paix.

Dès 1920, des catholiques faisaient entendre leurs voix lors de l'appel au premier rassemblement d'intellectuels catholiques dans un cadre fédératif par Gaétan Bernoville, le directeur des *Lettres*<sup>9</sup>. Cette proposition faisait écho au manifeste du Parti de l'Intelligence, publié en 1919, dans le journal *Le Figaro*, qui avait appelé à une « fédération intellectuelle de l'Europe et du monde sous l'égide de la France gardienne de toute civilisation ». Les auteurs, proches de Maurras, y rappelaient que l'Église catholique se trouvait la seule puissance morale et légitime capable de réformer les mœurs (Prévozat, 1997 : 169-93). Bernoville, qui avait lancé sa fédération pour affirmer une voix strictement catholique, peinait en réalité à concurrencer le mouvement de l'Action française<sup>10</sup>. Charles Maurras, qui avait soutenu sans faille l'Union sacrée, défendit jusqu'au bout la politique de Clemenceau et stigmatisa les « traîtres », avait conforté la place de l'Action française dans la société. Le mouvement jouissait d'un prestige politique et intellectuel important et confirmait sa percée amorcée au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>. D'ailleurs, même si Bernoville cherchait à se distinguer du mouvement maurrassien, il en était en réalité assez proche. Les uns et les autres préconisaient une refondation française qui passât par une lutte sans merci devant les « empiètements protestants, juifs et socialistes »<sup>12</sup>. La réflexion sur la refondation de la paix et l'harmonie des nations s'exerçait dans un cadre xénophobe et antigermanique et l'idéologie sous-jacente était celle du « cordon sanitaire ou de barricade » puisqu'il s'agissait de dresser Paris contre Berlin, Moscou et Genève à la fois<sup>13</sup>. La fédération allait néanmoins décliner rapidement, sa constitution, tout comme l'accueil favorable fait au manifeste du Parti de l'Intelligence, soulignait le retour des catholiques dans la cité et le sentiment partagé par ces élites d'un déclassé du continent.

La Grande Guerre avait non seulement provoqué la profonde division de la culture européenne mais elle avait également accéléré la perception du déclin. Ce sentiment devint obsessionnel dans le champ intellectuel de l'entre-deux-guerres et conduisit à une

profonde interrogation sur la civilisation européenne. L'Europe qui s'était identifiée à la foi dans le progrès et les sciences constatait avec stupeur qu'elle était « atteinte mortellement dans ses ambitions morales et comme déshonorée par la cruauté de ses applications<sup>14</sup> ». Reconsidérer la civilisation européenne, voire s'interroger sur une identité européenne, devenait une obligation partagée. Tous s'inquiétaient de « L'Avenir de l'Europe<sup>15</sup> » car l'ère d'une Europe puissante « encore maîtresse du monde et qui, sûre d'elle-même, se souciait fort peu de se définir » (Siegfried, 1952 : 9)<sup>16</sup> était définitivement close. Cette conscience d'une civilisation au crépuscule entraîna une quête identitaire qui se focalisa sur le débat sur l'Orient, au point que cette alternative envahit le champ intellectuel de l'après-guerre. Ce fut l'ouvrage d'Henri Massis, publié en 1925 sous le titre de *Défense de l'Occident*, qui suscita dans la communauté intellectuelle l'intérêt le plus vif (Dard, 2002 : 108-9). Dénonçant une Europe atteinte d'une « stupide avidité de puissance matérielle », héritée du XIX<sup>e</sup> siècle, mais amplifiée par la Grande Guerre<sup>17</sup>, Henri Massis proposait de rebâtir l'Europe sur le modèle du Moyen Age, autour d'une restauration des principes de la civilisation gréco-latine, tout en condamnant une Asie qui commençait juste au-delà du Rhin. D'autres, par-delà les Alpes, privilégiaient une démarche similaire. En Suisse, le maurrassien Gonzague de Reynold<sup>18</sup>, espérait en une Europe catholique et classique, sous influence française, manifestant une hostilité répétée à l'égard de l'Allemagne<sup>19</sup>. Cet occident rêvé d'un Massis, d'un Reynold ou d'un Bernoville était résolument antigermanique et antibolchevique mais plus encore profondément antimoderne. André Malraux, qui s'était vivement intéressé au débat Orient-Occident, avait d'ailleurs stigmatisé dans un compte rendu critique du livre de Massis pour *La NRF* ce penchant, déclarant : « l'auteur n'y défend nullement l'occident. Il se fait peu d'illusion sur l'occident tel qu'il est ; il l'abandonne. Il défend autre chose : la possibilité de le régénérer à l'aide de la tradition romaine et de sa philosophie : le thomisme » (Malraux, 1927 : 813-18). Néanmoins, l'Action française connaissait son premier chant du cygne, condamnée par le pape en 1926 et surtout concurrencée par de nouvelles doctrines radicales comme celle d'un Mussolini qui entendait désormais incarner ce leadership occidental. Le Duce affirmait ainsi : « Rome se dresse contre Moscou, le fascisme contre le bolchevisme. L'occident aujourd'hui comme toujours c'est Rome chrétienne, catholique et fasciste<sup>20</sup> ». Certains catholiques n'avaient d'ailleurs pas attendu la condamnation pontificale pour se dégager de ce nationalisme ultra et de son anti-germanisme. Après avoir multiplié les gages de patriotisme pendant la guerre, voire justifié les combats, beaucoup avaient préféré réinvestir leur conscience internationale. Dénonçant dans le discours nationaliste, un prolongement de la guerre, ils se battaient pour engager un rapprochement avec l'Allemagne, seul moyen à leurs yeux de faire non seulement disparaître définitivement les risques du conflit, mais aussi de permettre le renouvellement de la société européenne.

#### « Paix usée »

Certes, le pacifisme européen qui se réorganisait à la sortie de la guerre semblait avoir peu de choses à voir avec la pensée catholique. Quant aux réseaux qui œuvraient à la réconciliation franco-allemande, ils étaient plutôt radicaux, socialistes ou francs-maçons. Le Saint-Siège lui-même se trouvait dans une situation difficile. Depuis la perte de ses Etats territoriaux, il était isolé et son engagement dans une offre de ré-intervention sur la scène politique internationale n'avait jusqu'alors guère convaincu voire même l'avait condamné à la marginalité. L'appel à la paix de Benoît XV pendant la Première Guerre mondiale avait été mal compris. Le traité de Londres d'avril 1915 l'avait exclu des futures négociations de paix, quant à la toute nouvelle Société des

Nations, il s'en trouvait exclu. Malgré ces difficultés, le pape entendait après la Grande Guerre proposer un nouvel ordre international, fondé sur la recherche de l'arbitrage et celle de la justice, mais dans un cadre marqué par des principes chrétiens. Certes, la nostalgie d'une chrétienté européenne alimentait encore certains textes pontificaux mais progressivement cette conception tendait à s'amenuiser. Dans son encyclique du 23 décembre 1922, le nouveau pape Pie XI dénonça l'injustice des traités de Paix et provoqua le mécontentement de nombreux catholiques conservateurs et nationalistes tout en confortant les initiatives individuelles engagées depuis la signature de l'armistice.

Portés par le volontarisme international du pape, des projets s'étaient multipliés pour combattre la pollution morale de la guerre en privilégiant le dialogue et le rayonnement de l'enseignement pontifical pour la paix. Beaucoup estimaient que la réinsertion de l'Allemagne dans le système diplomatique européen ne pouvait suffire à rapprocher deux anciens peuples ennemis<sup>21</sup>. En juin 1919, lors du premier congrès du Parti populaire italien fondé par Luigi Sturzo, l'un de ses dirigeants, Achille Grandi, avait dénoncé une injuste « paix de fer » tout en appelant à une organisation internationale pour faire disparaître toutes les causes de la guerre. Cet appel avait été relayé par Marc Sangnier qui lançait ses congrès démocratiques internationaux pour promouvoir un rapprochement franco-allemand (Prat, 2007 : 46 et suivantes). Le premier eut lieu en 1921, d'autres suivirent tout particulièrement celui de 1926 qui réussit à rassembler près de 5 400 participants de trente-trois nationalités différentes. Sur ces milliers de participants, la moitié était des Allemands venus partager « la paix par la jeunesse ». Ce congrès, au retentissement énorme, marquait l'aboutissement du travail mené par le courant pacifiste démocratique catholique depuis la fin de la Grande Guerre. Un an plus tôt, le Saint-Siège saluait le rapprochement franco-allemand mené par Aristide Briand. La politique vaticane s'opposait ainsi radicalement à celle des nationalistes français et rejoignait paradoxalement les orientations du Cartel des Gauches (Vavasseur-Desperriers, 1996 : 775-95).

En France, certains se faisaient le relais du Vatican tel le Père Yves de la Brière ou le Père Delos chargés de diffuser dans les milieux catholiques les nouvelles positions (Goyet et Picard, 1993 : 14-20)<sup>22</sup>. La toute nouvelle revue dominicaine *La Vie intellectuelle*, née en 1928 de la condamnation de l'Action française de 1926, partageait le même effort. Le Père Bernardot qui dirigeait la maison fut chargé de justifier la décision du pape et fit de la revue la tribune indirecte contre les maurrassiens. Dans un discours au ton parfois apocalyptique, les rédacteurs tentaient une contre-offensive catholique dans un monde en dérive. Cette proposition de nouvelle chrétienté refusait tout autant les pacifistes démocrates que les nationalistes maurrassiens, cultivant un sillon intransigeant dans lequel une large place était accordée aux questions pacifiques<sup>23</sup>. De leur côté, des théologiens catholiques s'engageaient dans ce combat pour la paix avec des armes plus philosophiques. Les jésuites Henri de Lubac et Gaston Fessard apportaient ainsi une importante contribution à la question de la moralité de la guerre et en discutaient avec des théologiens d'outre-Rhin<sup>24</sup>. D'autres catholiques préféraient situer plus strictement leurs actions dans le domaine politique. Soucieux avant tout de relier paix et démocratie, certains se lançaient dès 1925 dans la fondation d'une institution et d'une revue pour défendre ce projet politique. Sous l'autorité de l'historien Maurice Vaussard (un proche de Luigi Sturzo), le *Bulletin catholique international* était lancé. Le mensuel avait pour vocation de se consacrer au rapprochement franco-allemand sur le plan humain et psychologique en développant des réflexions sur les fondements d'une régénération internationale (Serry, 2004 : 206). De son côté, le Parti démocrate populaire français,

qui au même moment se préoccupait d'un rapprochement avec le Zentrum, fondait un Secrétariat international des partis démocratiques d'inspiration chrétienne (SIPDIC)<sup>25</sup>. L'objectif du mensuel comme celui du secrétariat visait à effacer les violences de la guerre à travers la constitution d'un nouveau système international. Néanmoins l'échec du SIPDIC malgré les affinités idéologiques des démocrates populaires européens (les Allemands ayant refusé de se rendre au congrès de 1931) montrait le poids de cette paix usée et l'incapacité des uns et des autres à évoluer sur le traité de Versailles.

Tous ces hommes, qui travaillaient à la diffusion d'une nouvelle morale internationale fondée sur le rapprochement franco-allemand, cherchaient surtout à dissocier le catholicisme du nationalisme. Dès 1923, Maurice Vaussard avait répliqué à l'enquête du Parti de l'Intelligence par son « Enquête sur le nationalisme » pointant ses excès. En 1924, le philosophe Maurice Blondel démontrait, dans une étude qui avait retenu l'attention, que le nationalisme maurrassien et l'internationalisme catholique étaient incompatibles. Quelques années plus tard, en 1932, Emmanuel Mounier et Etienne Borne rendaient compte des *Deux sources de la Morale et de la Religion* que venait de publier Henri Bergson et y voyaient la confirmation que le christianisme était l'inverse du nationalisme<sup>26</sup>. Certains voulaient aller encore plus loin. Pour établir une paix définitive, il ne suffisait pas d'apaiser les dissensions entre pays, de préserver la paix par la mise hors-la-loi de la guerre, il fallait fonder une union européenne.

#### « N'être plus qu'un »<sup>27</sup>

Paul Claudel, comme T. S. Eliot ou James Joyce, appartenait à cette génération d'auteurs qui avait souffert de la crise de la culture et d'un ébranlement général des certitudes<sup>28</sup>. Leur interrogation sur l'Europe allait nourrir une volonté européiste directement issue de cette mise en soupçon. Cette union devait se faire contre des ennemis communs : la puissance économique et culturelle américaine qui révoltait autant qu'elle attirait ; le « péril jaune » ou encore le péril soviétique et son marxisme léninisme d'Etat ; mais plus encore, l'union devait se faire contre un ennemi intérieur : l'autodestruction nationaliste. Paul Claudel avait partagé ce scepticisme et croyait en l'Europe :

Alors, au milieu de cette paix pesante [...] pète le coup de pistolet de Sarajevo... L'Europe est née ! C'est fini maintenant d'être à je ne sais combien, disons douze ou trente-six, à rembourrer, chacun dans son compartiment séparé, un contour géographique. L'Europe, dans un accès de fureur contre tout ce qui intérieurement la divise, a pris conscience d'elle-même [...]. Elle n'a pas trop payé de quatre ans de guerre et de millions de morts, cet effort désespéré de n'être plus qu'un. (Claudel, 1965 : 1375-82)

Des catholiques investissaient ce projet européiste qui jusqu'alors s'était plutôt inscrit dans un cadre laïque. La constitution des Etats-Unis européens était non seulement le seul rempart contre la décadence du continent mais surtout la réponse la plus exemplaire à la question de la guerre. Présents sur ce front, les catholiques, dans la plupart des cas, défendaient ce projet européiste dans des cadres non confessionnels. Certains, comme Robert Cornilleau, un des fondateurs du PDP en 1924, allaient le défendre au sein du projet paneuropéen et briandiste. D'autres participaient à des actions plus ponctuelles comme celle développée par le luxembourgeois Emile Mayrisch qui lançait, en mai 1926, six mois après Locarno, un Comité franco-allemand d'information et de documentation. Cette structure qui rassemblait diverses personnalités parmi lesquelles Wladimir d'Ormesson, Robert d'Harcourt ou encore

Mgr Schreiber, évêque de Berlin, s'engageait dans la constitution de l'Entente internationale de l'acier sous l'autorité et le dynamisme d'Émile Mayrisch et réussissait à mettre en place une alliance de la sidérurgie franco-luxembourgeoise associée à celle de l'Allemagne et de la Sarre<sup>29</sup>. De son côté, le chartiste Jean de Pange organisait des rencontres scientifiques avec des universitaires allemands de Mayence et de Cologne.

De ces échanges allait naître, quelque temps plus tard, l'institut culturel franco-allemand de Cologne. Jean de Pange se lançait également dans la constitution d'un comité international des sciences historiques avec pour objectif de rédiger à plusieurs mains un manuel franco-allemand. D'autres, plus simplement, signaient des manifestes et tentaient d'éveiller la conscience des populations en prenant fait et cause dans les journaux pour l'Europe. En 1931, Jean Luchaire, alors briandiste convaincu, appelait à la constitution des États unis d'Europe et recevait les signatures de plusieurs plumes catholiques de premier plan comme François Mauriac, Gabriel Marcel ou encore Jean de Pange. Mais ces différents projets de « S'unir pour vivre » devaient s'échouer sur le raidissement allemand. En mars 1930, le chancelier socialiste Hermann Müller était démissionné et son remplacement par un gouvernement de minorité entérinait la fin du régime parlementaire de la République de Weimar. Quant aux rumeurs concernant le projet d'une union douanière austro-allemande, révélées le 21 mars 1931, elles détérioraient immédiatement les relations franco-allemandes, humiliant Briand qui les avait démenties peu de temps auparavant. Le constat des pionniers de l'euro-péisme était amer. Jean de Pange précisait ainsi dans son journal : « toutes les entreprises pleines de promesses auxquelles j'ai cru : la politique rhénane, la politique alsacienne et enfin le rapprochement intellectuel franco-allemand ont échoué lamentablement » (de Pange, 1964). Quant à la crise de 1929, trois ans plus tôt, elle avait discrédité de façon assez radicale ceux dont les projets étaient fondés sur le double pari de la prospérité économique et l'entente internationale. « Aujourd'hui triomphe une autre conception politique, celle d'un nationalisme étroit, jaloux et hargneux » déclarait Paul Claudel (1965 : 1085-88).

Néanmoins, en ces années de « Fin d'après-guerre<sup>30</sup> », des nouvelles générations se posaient comme relève d'élites politiques et intellectuelles jugées défailtantes. Récusant le simple rapprochement franco-allemand au nom de la lutte révolutionnaire, leur credo ne se fondait pas sur l'esprit locarnien d'entente et de coopération politique mais sur la foi dans la révolution spirituelle d'une jeunesse européenne pour une Europe construite non sur l'union diplomatique des États mais dans un cadre fédératif. Ces intellectuels non-conformistes cherchaient une « troisième voie » entre des démocraties libérales jugées à bout de souffle et des alternatives autoritaires ou totalitaires inspirées du fascisme ou du communisme. Cette génération, née au début du siècle et trop jeune pour avoir combattue était néanmoins tout aussi hantée que la précédente par les affres de la guerre et par la décadence de la civilisation. Elle défendait dans un ensemble de revues comme *Esprit* ou *Ordre nouveau* des projets de fédéralisme européen seul capable selon eux de résoudre la crise diplomatique et politique<sup>31</sup>. Mais cette génération non-conformiste se trouvait tout autant rattrapée par les événements. L'arrivée du chancelier Hitler, les événements du 6 février 1934 constituaient autant de moments qui jalonnaient la mise sous le boisseau de cette idée européenne. Le débat politique et idéologique se bipolarisait en un front fasciste ou antifasciste et beaucoup parmi ceux qui s'étaient battus pour la réconciliation franco-allemande et pour la révision du traité de Versailles, délaissaient ce champ de bataille pour une critique du totalitarisme hitlérien.

La crise de Munich allait poser beaucoup plus brutalement la question de l'engagement antifasciste tout en obligeant les pacifistes à choisir car, en prenant le pouvoir, Hitler était devenu la plus grande menace sur la paix. Si la plupart des proches de l'Action française vivaient un second apogée, orchestrant entre autres la campagne pacifiste contre l'intervention française en faveur de la Tchécoslovaquie, certains se désolidarisaient du camp extranationaliste. Georges Bernanos fustigeait l'irresponsabilité de l'Action française dans cette initiative et dénonçait la lâcheté des responsables politiques dans un texte qui allait s'avérer prophétique<sup>32</sup>. Parmi les catholiques qui avaient travaillé au dialogue franco-allemand ou au fédéralisme européen, nombreux étaient antimunichois. La revue *Esprit* publiait dans son numéro d'octobre l'article, « Lendemain d'une trahison », qui exprimait un revirement complet des tendances pacifistes de la revue (Winock, 2008 : 11) en soulignant « qu'il peut exister une paix aussi ignominieuse et aussi catastrophique que la guerre. C'est une paix qui est fondée sur une telle trahison des conditions de la vie internationale qu'elle signifie une démission générale et à court terme de la civilisation » (Mounier, 1938 : 1-15). Quant au courant démocrate-chrétien, dans sa grande majorité, il choisissait lui aussi le camp antifasciste. Luigi Sturzo, le journal *Aube* avec Georges Bidault, les Semaines Sociales de 1937 et 1939, *La Vie catholique* de Francisque Gay, tous n'allaient cesser de pourfendre les mystiques totalitaires (Dard, 2002 : 55 et suivantes)<sup>33</sup>. L'horreur de la guerre avait conduit au pacifisme, au dialogue franco-allemand ou encore à l'européisme ; la défense d'une certaine conception de l'Europe et de la nation rendait nécessaire le retour à la guerre. En février 1940, Roger Martin du Gard publiait le dernier volume de son roman-fleuve *Les Thibault*. Répétition tragique d'une guerre ? Claude Mauriac alors aux armées y voyait autre chose :

Antoine mourait, et un paquet de larmes montait en moi. Je pleurais sur lui, mais plus encore sur l'image qu'il me donnait d'une réalité vivante, présente. Cette guerre qui s'achevait par sa mort, avait fait place à une autre guerre où des milliers de morts en sursis attendaient leur tour. Nous étions *au seuil* de cette horreur d'où Antoine sortait vaincu mais rempli d'espoir quant aux chances de la nouvelle humanité. (Mauriac, 1974 : 185-6)

## Bibliographie

- Audoin-Rouzeau, Stéphane *et al.* (2002) *La violence de guerre, approches comparées de deux conflits mondiaux 1914-1945*. Bruxelles : Complexe.
- Becker, Jean-Jacques (1980) *Les Français dans la Grande guerre*. Paris : Robert Laffont.
- Bernanos, Georges (1971) [1949] *Essais et écrits de combat* (tome 1). Gallimard : La Pléiade.
- Birebent, Christian (2007) *Militants de la paix et de la SDN : les mouvements de soutien à la SDN en France et au Royaume uni 1919-1925*. Paris : L'Harmattan.
- Cabanes, Bruno (2004) *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*. Paris : Le Seuil, collection « L'Univers historique ».
- Chaubet, François (2000) *Paul Desjardins et les Décades de Pontigny*. Lille : PU du Septentrion.
- Claudé, Paul (1965) *Europe, Œuvres en prose*. Paris : Gallimard, La Pléiade .
- Colin, Pierre (dir.) (1997) *Intellectuels chrétiens et esprit des années 1920*. Paris : Le Cerf, collection « Sciences humaines ».
- Cuchet, Guillaume (2002) « L'au-delà à l'épreuve du feu, la fin du purgatoire (1914-1935) ? », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire* 4 : 123.



- Dard, Olivier (2002) *Le rendez-vous manqué des relèves des années 1930*. Paris : PUF.
- Dethurens, Pascal (2002) *De l'Europe en littérature. Création littéraire et culture européenne au temps de la crise de l'esprit (1918-1939)*. Genève : Droz.
- Dethurens, Pascal (2005) « Claudel, une passion pour l'Europe », dans *Paul Claudel*. Paris : Publication du Ministère des Affaires étrangères, collection « Ecrivains diplomates » : 59-89.
- La documentation catholique*, 92, février 1920 : 11.
- Fréchel, Hélène (2003) *Les sociétés, la guerre et la paix de 1911 à 1946*. Nantes : Editions du Temps.
- Goyet, Bruno et Picard, Emmanuelle (1993) « Les mouvements catholiques pour la paix à travers les papiers du Père Yves de la Brière », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 30 : 14-20.
- Grondeux, Jérôme (2007) *Georges Goyau, un intellectuel catholique sous la III<sup>e</sup> République, (1869-1939)*. Rome : Histoire de l'Ecole française de Rome.
- Malraux, André (1927) « Défense de l'Occident, par H. Massis (Plon) », *La NRF* 165, juin 1927 : 813-18.
- Mauriac, Claude (1974) *Le temps immobile*. Paris : Grasset.
- Mayeur, Jean-Marie (1974) « Le catholicisme français et la Première Guerre mondiale », dans *Francia* 2 : 377 et suivantes.
- Mayeur, Jean-Marie (1976) « Monseigneur Duchesne et la politique religieuse de la France pendant la Première Guerre mondiale », dans *Mélanges de l'Ecole française de Rome*, tome 88, 1 : 401-20.
- Mayeur, Jean-Marie (1980) *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne*. Paris : A. Colin.
- Mayeur, Jean-Marie (1987) « Les catholiques français et la paix », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XX<sup>e</sup> siècle*. Rome : Ecole Française de Rome : 158 et suivantes.
- Mounier, Emmanuel (1938) *Esprit*, octobre 1938, 13 : 1-15.
- de Pange, Jean (1964) *Journal*. Paris : Grasset.
- Papini, Roberto (1992) « Apport du personnalisme à la construction de l'Europe », dans *Fédéralisme. Revue du Centre d'études du fédéralisme*, Bruxelles : 9 et suivantes.
- Prat, Olivier (2007) « Marc Sangnier et l'idée européenne », dans Sylvie Guillaume (dir.), *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*. Paris : Ellipses : 46 et suivantes.
- Prost, Antoine et Winter, Jay (2004) *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*. Paris : Seuil, Collection « Points Histoire ».
- Prévotat, Jacques (1997) « Autour du Parti de l'Intelligence », dans Pierre Colin (dir.) *Intellectuels chrétiens et esprit des années 1920*. Paris : Le Cerf, collection « Sciences humaines » : 169-93.
- Prévotat, Jacques (2001) « L'Action française et les catholiques. Le tournant de 1908 », dans *Mil neuf cent* 1, 19 : 119-26.
- Racine, Nicole (2003) « Intellectuels pacifistes et antifascistes devant les menaces de guerre (1933-1939) », dans Hélène Fréchel, *Les sociétés, la guerre et la paix de 1911 à 1946*. Nantes : Éditions du Temps.
- Serry, Hervé (2004) *Naissance de l'intellectuel catholique*. Paris : éditions la Découverte.
- Serry, Hervé (2008) « Les revues intellectuelles et l'Action française après 1918 », dans J. Prévotat et M. Leymarie, *L'Action française, culture, société, politique*. Lille : PU du Septentrion : 343 et suivantes.
- Siegfried, André (1935) *La crise de l'Europe*. Paris : Calmann-Lévy.
- Siegfried, André (1952) Préface à Edouard Bonnefous, *L'Europe en face de son destin*. Paris : PUF : 9
- Tranvouez, Yvon (1976) « La Fondation et les débuts de *La Vie Intellectuelle* (1928-1929). Contribution à l'histoire du catholicisme intransigeant », dans *Archives des sciences sociales des religions*, 42, juillet-décembre 1976 : 57-96.

Vavasseur-Desperriers, Jean (1996) « La France et le Saint-Siège dans les années Vingt », dans *Achille Ratti, Pape Pie XI*. Rome : Ecole française de Rome : 775-95.

Winock, Michel (2008) *La trahison de Munich*. Paris : Editions du CNRS, collection « Histoire ».

## Notes

<sup>1</sup> Expression de Georges Bernanos (1971 : 797) : « Voilà ce que je dis, elle suait la peur, elle a sué la peur pendant vingt ans, le gras de la peur suintait de chacune de ses feuilles ».

<sup>2</sup> Selon Yves Bridel, qui a rédigé la notice consacrée aux *Enfants humiliés* pour le premier volume de *La Pléiade* (*op. cit.* : 1581) : « *Les enfants humiliés* sont un des plus beaux livres de Bernanos, et l'un de ceux où il exprime le mieux certaines de ses préoccupations les plus profondes, l'un de ceux aussi où l'on trouve quelques-unes des pages les plus achevées de l'écrivain ».

<sup>3</sup> Il ne s'agit pas dans cette contribution modeste de tenter un panorama exhaustif des attitudes catholiques, mais plutôt de privilégier quelques approches qui identifient des attitudes contrastées tout en soulignant, quand il est possible, la spécificité catholique. La couverture bibliographique de ce thème est à la fois large (lorsqu'elle touche à des sujets comme la démocratie chrétienne et le pacifisme ou le nationalisme et le catholicisme) et beaucoup plus mince sur d'autres thèmes (comme l'euro-péisme, la théologie de la guerre juste et sa confrontation avec la culture de guerre...).

<sup>4</sup> Titre d'un article de Paul Valéry, publié en avril-mai 1919, dans *l'Athenaeum*, reproduit dans *Œuvres I*, édition établie et annotée par Jean Hytier, 1957, Paris : Gallimard, La Pléiade : 988-1014.

<sup>5</sup> Sur cette notion de « brutalisation » et plus largement de « culture de guerre », voir la mise au point d'Antoine Prost et de Jay Winter (2004).

<sup>6</sup> Jean-Marie Mayeur (1974 : 377) souligne cette accélération de l'union entre le nationalisme et le catholicisme amorcée au XIX<sup>e</sup> siècle pendant la guerre ; voir également Mayeur, 1976 : 401-20.

<sup>7</sup> Voir Annette Becker « Les églises et la guerre », dans Jean-Jacques Becker, 1980 : 168-80.

<sup>8</sup> C'est l'aveu de René Johannet en 1920, *La documentation catholique*, 92, février 1920 : 11.

<sup>9</sup> « Pour restaurer l'ordre et lutter contre les protestants les juifs les socialistes », *La documentation catholique*, 92, février 1920 : 11.

<sup>10</sup> Voir sur ce point les développements de Serry, 2008 : 343 et suivantes.

<sup>11</sup> Voir sur ce point Jacques Prévotat, 2001 : 119-26.

<sup>12</sup> René Johannet à propos de la Fédération intellectuelle catholique, *La documentation catholique*, 92, février 1920 : 11.

<sup>13</sup> Michel Fourcade, « Guerres saintes ? Idéologies religieuses et guerres modernes », texte dactylographié. Je le remercie de m'avoir permis de prendre connaissance de cet article avant publication.

<sup>14</sup> *Idem*.

<sup>15</sup> Titre d'un ouvrage d'André Gide publié en 1923. L'entre-deux-guerres est jalonné de ces mises au point : *La tentation de l'Occident* de Malraux (1926), *Problèmes européens* de Jules Romains (1934), ou encore *Crépuscule de la civilisation* de Jacques Maritain (1939).

<sup>16</sup> Siegfried fait le même constat en 1935 dans son ouvrage *La crise de l'Europe*.

<sup>17</sup> René Guénon stigmatise d'ailleurs de la même manière cet accident matérialiste, mais à la différence de Massis, il voit dans l'Orient un espace régénérateur.

<sup>18</sup> En 1933, l'instauration par Salazar de l'Estado novo constitua aux yeux de Reynold l'accomplissement d'une troisième voie corporatiste anti-individualiste et catholique à élargir dans le cadre européen.

<sup>19</sup> Sur l'UCEI que préside Reynold, voir Goyet et Picard, 1993 : 14-20.

<sup>20</sup> Cité par Michel Fourcade, texte dactylographié.

<sup>21</sup> La fédération internationale des Pen Clubs, ou encore les Décades de Pontigny, se trouvaient sur la même logique : voir Chaubet, 2000 et Racine, 2003.

<sup>22</sup> Plus largement sur la concurrence pour diriger l'opinion catholique sur la question de la paix voir Mayeur, 1987 : 158 et suivantes et Birebent, 2007.

<sup>23</sup> Sur *La vie intellectuelle*, voir Tranvouez, 1976 : 57-96.

<sup>24</sup> La réunion a lieu à Fribourg après trois ans de discussion, au début des années 1930. Voir Mayeur, 1987 : 161-3.

<sup>25</sup> Pour Luigi Sturzo, le chef du Parti populaire italien, il s'agissait de dépasser le cadre de la nation pour une démocratie de type fédéral, tandis que pour les Allemands, il convenait surtout de construire une structure cohérente en une sorte de front conservateur européen qui se détachât du fascisme et se posât en rempart anticommuniste. Voir sur ce point, Mayeur, 1980 : 151.

<sup>26</sup> « La religion de l'incarnation, » écrivait Étienne Borne et Emmanuel Mounier, « est la plus efficace contestation de la cité close qui ait jamais paru dans l'histoire des hommes. » Étienne Borne, en fait une brève synthèse lorsqu'il traite du nationalisme dans *Recherches et Débats* n° 13, octobre 1955.

<sup>27</sup> Paul Claudel, *Europe, Œuvres en prose*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, p. 1375.

<sup>28</sup> Voir sur ce point Dethurens, 2002 ; également, 2005 : 59-89.

<sup>29</sup> Une alliance qui avait réussi à résoudre la question qui, depuis la guerre, empoisonnait les relations diplomatiques européennes !

<sup>30</sup> Pour reprendre le titre d'une enquête menée par Robert Brasillach en 1931 pour *Candide*.

<sup>31</sup> Voir Papini, 1992 : p. 9 *et sequentes*.

<sup>32</sup> « Nous autres Français », dans Bernanos, 1971 : 617-772.

<sup>33</sup> Sur l'attitude antimunichoise de Bidault, voir son éditorial du 8 juillet 1939 intitulé « L'adversaire n'est pas le peuple allemand » et reproduit dans « Le bulletin des Amis de Georges Bidault », 2001, n° 4 : 174. Voir l'article de Laurent Ducerf, à paraître dans *Altiero Spinelli, il federalismo europeo e la Resistenza*, colloque de l'université de Pavie, 23-24 avril 2008.